China Analysis
Les Nouvelles de Chine

Cette rubrique, préparée par le Asia Centre (www.centreasia.org) s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin et a pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et relatives au monde chinois.

Le « miracle chinois » à l'épreuve du Tibet

Analyse de Mathieu Duchâtel à partir de :

- **Li Ping, Li Yajie, « Les Dessous de l'orchestration par la clique du dalaï-lama du grand mouvement d'insurrection du Tibet », agence Xinhua, 1er avril 2008.**
- **Cao Xin, « Pensée alternative sur la question du Tibet », *Nanfang zhoumo*, 2 avril 2008.**

La Chine peut-elle assouplir sa politique à l'égard du Tibet ? La lecture de la presse officielle chinoise n'invite guère à l'optimisme. Depuis le début des troubles, le 14 mars, Pékin a mobilisé son appareil de propagande pour mener une véritable guerre de l'information. La ligne officielle de Pékin – accuser la *« clique du Dalaï-lama »* d'une dérive violente et indépendantiste allant à l'encontre du développement économique permis par les politiques chinoises – est assénée sans répit en Chine et à l'étranger. La fermeture aux étrangers de la région administrative spéciale empêche d'argumenter toute vision alternative et de mesurer l'ampleur de la répression. Dans son écrasante majorité, la presse chinoise a refusé tout débat sur les causes profondes des émeutes. Notre sélection met en regard deux textes contrastés. Un article de l'agence Xinhua détaille, pour les lecteurs chinois, les arguments du gouvernement étayant la thèse du complot. Le texte est fondé sur un argument central, souvent contesté à l'étranger : le dalaï-lama et son gouvernement en exil, autonomistes, contrôleraient directement les groupes pro-indépendance. À l'inverse, l'article du *Nanfang zhoumo* constitue une exception notable puisqu'il lie les émeutes tibétaines à la politique culturelle de la Chine dans la région. Preuve que cet argument unanimement accepté à l'étranger circule dans les milieux libéraux chinois.

Toute l'argumentation de la Chine est fondée sur une dénonciation du projet indépendantiste du Dalaï-lama, alors même que ce dernier n'a cessé de répéter ses demandes pour une autonomie accrue, en conformité avec la constitution de la République populaire de Chine (RPC) [1]. Selon l'agence Xinhua, le gouvernement en exil du Dalaï-lama aurait décidé au cours d'une réunion à Bruxelles, en mars 2007, de saisir l'occasion des Jeux olympiques pour provoquer une crise et attirer l'attention du monde sur la cause tibétaine. Concrètement, les événements de mars au Tibet seraient le résultat d'une alliance entre les forces du Dalaï-lama et les organisations les plus radicales appelant à l'indépendance : le Congrès de la jeunesse tibétaine, l'association des femmes tibétaines, le mouvement des étudiants libres du Tibet... Celles-ci dévoilent aux États-Unis leur plan de *« grand mouvement d'insurrection du peuple tibétain » (xizang renmin da qiyi yundong)*. Le plan part du principe que l'année 2008 est la *« dernière chance de succès »* pour l'indépendance du Tibet. En Inde, les groupes pro-indépendance arrêtent une série de mesures concrètes et obtiennent l'aval du gouvernement en exil. Il s'agit d'abord d'une série de demandes politiques qui, aux yeux de la Chine, vont bien au-delà des demandes d'autonomie : le retour du Dalaï-lama au Tibet, le départ des colons chinois, la libération des prisonniers politiques... En cas de refus de la Chine de céder à ces revendications, le plan prévoit le recours à la violence. Les instigateurs du plan ne s'embarrassent pas de mystère ni de clandestinité : sept associations pro-indépendance en présentent les grandes lignes lors de deux conférences de presse à New Delhi, en janvier 2008. Prévue pour être lancée en mars 2008, l'insurrection doit constituer un « *tournant historique dans la lutte du Tibet pour la liberté* ».

Deux dates doivent rythmer la montée en puissance de la contestation tibétaine. Hors de Chine, le 10 mars, le congrès des jeunes Tibétains lance une marche pacifique à destination de la région administrative spéciale. Dans les autres pays, les Tibétains d'outre-mer prennent une journée de congé pour lancer diverses actions : manifestations, grèves de la faim, attaques contre les ambassades de la RPC. Dans le « Grand Tibet » – la région administrative spéciale et les zones du Tibet historique rattachées aux pro-

1. Le principe de l'autonomie des régions administratives spéciales est posé dans la section 6 de la Constitution de la RPC. L'égalité des nationalités en Chine est garantie par l'article 4 de la Constitution.

vinces du Gansu, du Sichuan et du Qinghai –, les émeutes débutent le 14 mars. Toujours selon l'agence officielle chinoise, le ministère de la Sécurité du gouvernement en exil joue un rôle clef dans la coordination des opérations et assure les fonctions de commandement et de renseignement. Le 17 mars, pour contrer le déploiement par la Chine d'un dispositif de sécurité efficace, il aurait décidé de conduire une opération de rapatriement à Dharamsala des éléments les plus actifs des émeutes. La suite de l'article tente de prouver le rôle du gouvernement en exil à partir de l'arrestation d'un Tibétain anonyme, qui aurait été chargé par le ministère de la Sécurité de missions clandestines : la mise en place au Tibet d'un réseau d'informateurs, la collecte de renseignements, la distribution de tracts sur les activités à l'étranger du Dalaï-lama. Selon l'article, la sécurité publique chinoise aurait trouvé chez lui des documents compromettants, parmi lesquels des rapports et des photographies des émeutes qu'il s'apprêtait à envoyer aux services de sécurité tibétains.

Comme toutes les sources officielles, le texte de l'agence Xinhua trahit une certaine stupéfaction à l'égard des émeutes. Comment expliquer que les Tibétains ne se satisfassent pas du développement économique de leur région ? Désenclavée par une ligne de chemin de fer, la région profite de la croissance chinoise. Toute la communication publique chinoise tourne autour d'une opposition manichéenne : les idéologues de l'indépendantisme contre les pragmatiques du développement. Le *Nanfang zhoumo* est bien seul dans le paysage médiatique à chercher dans les politiques chinoises à l'égard du Tibet une cause potentielle à l'insurrection.

Pour le quotidien de la province du Guangdong, la puissance du religieux dans la vie quotidienne au Tibet et la vénération de la population envers le dalaï-lama sont deux réalités incontournables. La Chine devrait mieux y faire face, en s'appuyant sur sa Constitution. Au lieu de percevoir le dirigeant tibétain comme une menace politique et de chercher à le délégitimiser, elle devrait se résoudre à le traiter comme un dirigeant religieux. L'insolence relative de cette affirmation est atténuée par l'appel à un strict respect du droit interne de la RPC. Mais le *Nanfang zhoumo* appelle à un véritable virage stratégique, en demandant au gouvernement chinois de procéder à des distinctions entre les groupes tibétains de l'étranger plutôt que de les rejeter en bloc. Ainsi, il ne serait pas contre-productif pour Pékin d'adopter une politique du *« sourire pour dissiper les antagonismes »* (*xiangfeng yixiao min enchou*) envers les exilés tibétains qui ont suivi le dalaï-lama lors de sa fuite en Inde en 1959. Ce ne sont pas tous des indépendantistes : ils appartiennent à une société complexe, qui a beaucoup évolué depuis cette époque. De même, dans la *« clique du Dalaï-lama »*, la Chine devrait mieux distinguer les défenseurs de la non-violence, qui demandent l'autonomie, des extrémistes prônant la violence pour obtenir l'indépendance.

Mais le *Nanfang zhoumo* va plus loin, puisqu'il dénonce implicitement un lien entre la politique du secrétaire du Parti communiste chinois (PCC) dans la région, Zhang Qingli, nommé en 2006, et les émeutes de mars. Peut-être la Chine devrait-elle s'inspirer des méthodes de gestion de Guo Jinlong, le maire de Pékin qui fut secrétaire général du parti dans la région autonome du Tibet de 2000 à 2004. Ses politiques modérées avaient favorisé la stabilité. Il avait en particulier garanti la liberté religieuse à tous – à l'exception des membres du Parti – et distingué les activités ethniques et religieuses normales des actions « séparatistes ». Alors que de nombreuses facettes de la religiosité tibétaine s'accordent avec le rêve chinois de construire une « société harmonieuse », de l'aveu même des experts chinois, pourquoi ne pas construire une nouvelle relation avec les Tibétains sur cette base ? Le bouddhisme au Tibet ne favorise pas les comportements « extrémistes ». Dès lors, selon l'hebdomadaire du sud de la Chine, le Tibet doit « *être traité différemment des autres régions dominées par des minorités ethniques* ». Le *Nanfang zhoumo*, sans appeler directement au dialogue, propose un ajustement de la ligne politique de la Chine à l'égard du Tibet. Il rappelle que le dalaï-lama a publié le 28 mars, dans les médias occidentaux, une *« lettre publique à* [ses] *frères et sœurs chinois »*, dans laquelle il s'engage à ne pas soutenir l'indépendance et à s'opposer à tout boycott des Jeux olympiques de Pékin. Ces deux promesses correspondent exactement aux exigences exprimées par Hu Jintao et Wen Jiabao pour la reprise du dialogue. •

Caractères chinois

Xizang renmin da qiyi yundong 西藏人民大起義運動

xiangfeng yixiao min enchou 相逢一笑泯恩仇